



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la modernisation
interministérielle et de l'environnement
Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 02 SEP. 2025
portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société PURFER à Châteauroux,
centre de tri de déchets industriels banals

LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-7, L. 512-8, L. 514-5 ;
- Vu l'arrêté du 6 juin 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté n° 97-E-670 du 25 mars 1997, autorisant la société CHARVY RECYCLAGE à exploiter une installation de centre de tri de déchets industriels banals, située à Châteauroux en zone industrielle du Buxerieux, 153 rue Ampère ;
- Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant en date du 16 mai 2002, qui prend acte que la société VALRIC est le nouvel exploitant dudit centre de tri ;
- Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant en date du 14 juin 2006, qui prend acte que la société RIC ENVIRONNEMENT est le nouvel exploitant dudit centre de tri ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2007-10-0205 du 25 octobre 2007, modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation afin d'interdire tout stockage ou traitement de véhicules hors d'usage ;
- Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant en date du 11 octobre 2018, qui prend acte que la société REVIVAL est le nouvel exploitant dudit centre de tri ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 juillet 2025 conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 11 juillet 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date des 16 et 23 juillet 2025 ;

Considérant que, lors de la visite du 17 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le sol des activités de tri, transit, regroupement des déchets métalliques n'est pas étanche en totalité ;

Considérant que la prescription de l'article 11-III de l'arrêté du 6 juin 2018 sus-visé n'est pas respectée ;

Considérant le risque de pollution des sols ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PURFER de respecter les prescriptions de l'article 11-III de l'arrêté ministériel de prescription général en date du 6 juin 2018 lié à la rubrique 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er : Mise en demeure relative au dispositif de rétention des pollutions accidentelles

La société PURFER exploitant une installation de centre de tri de déchets industriels banals, située à Châteauroux en zone industrielle du Buxerieux - 153 rue Ampère - est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article l'article 11-III de l'arrêté ministériel de prescription générales en date du 6 juin 2018 lié à la rubrique 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) susvisé en :

- mettant en conformité dans un délai de trois mois l'étanchéité des sols pouvant être à l'origine de pollution des sols à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pour une durée maximale de 5 ans.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUX CEDEX ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Grande Arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia, 92055 La Défense.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article 4 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société PURFER à Châteaurox. Il est publié sur le site internet de la préfecture de l'Indre pendant une durée minimale de 2 mois,

Une copie en est adressée :

- ↳ à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire;
- ↳ Monsieur le Maire de la commune de CHÂTEAUX pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,


Nadine CHAÏB